



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 166 du 7 décembre 2018

Pays Nordiques



Dépenses en R&D (en % du PIB)

2,9 | 2,8 | 2,1 | 2,0 | 3,3

Nombre de brevets délivrés (par million d'habitants)

187 | 224 | 65 | 69 | 290

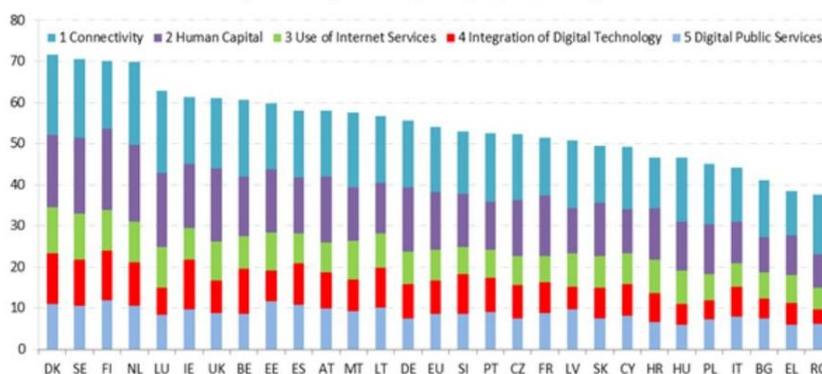
Chercheurs diplômés (par million d'habitants)

385 | 366 | 217 | 262 | 359

Innovation/R&D. Selon le Conseil nordique, la Suède est en tête en termes de dépenses de R&D avec 3,3% du PIB devant le Danemark (2,9%), la Finlande (2,8%), l'Islande (2,1%) puis la Norvège (2,0%). Au niveau européen, la moyenne est de 2,0% pour l'année 2017, dans un classement dominé là aussi par la Suède. Concernant le nombre de brevets délivrés par million d'habitants dans la zone, la R&D suédoise occupe également la première position avec 290 brevets devant la Finlande et le Danemark ; la Norvège et l'Islande ferment la marche. En revanche, lorsqu'on s'intéresse au nombre de chercheurs diplômés par million d'habitants, le Danemark (385) et la Finlande (366) dépassent la Suède (359) tandis que la Norvège et l'Islande se classent respectivement 4^{ème} et 5^{ème}.

Digitalisation de l'économie. Le Danemark, la Suède et la Finlande occupent respectivement les trois premières places du classement 2018 de la digitalisation de l'économie et de la société publié par la Commission européenne. Le calcul de l'index se fonde sur 5 indicateurs du degré de digitalisation : la connectivité (soit les infrastructures numérique), le capital humain, l'utilisation des services internet par les citoyens, l'intégration des technologies digitales par les entreprises et le secteur du commerce (degré de e-commerce), et enfin, la digitalisation des services publics.

Digital Economy and Society Index (DESI) 2018 ranking



Danemark

Maersk. Le port de Singapour, 2^{ème} port de conteneurs au monde en termes de volume transporté, a annoncé qu'il se joignait à la collaboration entre Mærsk et IBM, officialisée en janvier 2018 pour développer TradeLens, une plateforme logistique pour le transport maritime reposant sur la blockchain. Une centaine d'organisations (autorités portuaires, douanes) soutiennent déjà ce projet, qui « devrait permettre à l'ensemble des maillons de la chaîne logistique d'interagir plus efficacement grâce à l'accès en temps réel aux données et aux documents d'expédition », selon Mærsk et IBM. Le recours à la blockchain pourrait réduire jusqu'à 40 % les temps de transit. Le soutien de Singapour est d'autant plus important qu'un consortium concurrent, composé du port de Shanghai ou encore de DP World, 3^{ème} exploitant portuaire mondial, vient de se former sous le nom de « Global Shipping Business Network » (GSBN) et mise également sur la blockchain dans cette course à la digitalisation.

Productivité. L'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*) a revu à la hausse le taux de croissance de la productivité en 2015-2017. Initialement estimé à 0,6% en 2015, il a été réévalué à 1,6%. La moyenne sur les trois années serait donc de 0,9%. Alors que les chiffres précédents étaient qualifiés de catastrophiques, le Danemark fait maintenant figure de champion européen. La Danske Bank rappelle, cependant, que bien que le futur de l'économie danoise soit plus prometteur, ce taux moyen demeure significativement inférieur aux taux historiques du pays. Selon Dansk Industri, les taux de croissance de la productivité dans l'industrie seraient surestimés à hauteur de 1,4 point depuis 2005, du fait de la prise en compte par *Danmarks Statistik* de biens exportés par des entreprises danoises mais produits à l'étranger. La productivité du secteur serait donc, en réalité, décroissante depuis 2013.

Ørsted. Avec l'ambition de devenir l'un des géants verts dominant le secteur de l'énergie, Ørsted prévoit d'investir 200 Mds DKK (27 Mds€) dans les énergies vertes d'ici 2025 – soit deux fois plus que la moyenne des investissements de ces dernières années. L'objectif d'Ørsted est d'augmenter la part des énergies vertes dans son mix de production afin de la faire passer de 64% en 2017 à 99% en 2025 et de tripler le résultat d'exploitation (ebitda). La majorité des investissements seront consacrés à l'éolien en mer, mais la société misera aussi sur l'éolien terrestre ainsi que sur l'énergie solaire et, dans une moindre mesure, la bioénergie. En 2030, Ørsted prévoit d'avoir installé une capacité totale de 30 GW d'énergie éolienne offshore/onshore et d'énergie solaire (contre 12 GW au total aujourd'hui).



Liason Fehmarn. Après huit mois de négociations, Femern A/S, la société responsable de la réalisation du grand projet de tunnel reliant le Danemark et l'Allemagne dans le détroit de Fehmarn, a obtenu la prolongation du dernier des quatre contrats avec le groupement, assurant ainsi l'avancement du projet. Cette extension d'un an, nécessitée par le retard de l'approbation allemande du projet, coûtera 18 MDKK (2,4 M€) à Femern A/S. Selon le professeur Per Nikolaj Bukh de l'université d'Aalborg, il s'agit d'une compensation presque symbolique qui ne perturbera pas l'économie globale du projet et qui élimine un risque majeur pour ce dernier.

Stress Tests. La Banque centrale du Danemark (Danmarks Nationalbank) vient de publier les résultats des stress tests qu'elle a réalisés sur 16 des 67 banques danoises. Comme l'indiquait le rapport de l'Union bancaire européenne en novembre, les plus grandes banques danoises (notamment Danske Bank, Nykredit, Jyske Bank et Sydbank) répondent aux exigences de capitaux réglementaires, et ce même en cas de scénario dégradé. Cependant, l'étude de la Banque centrale, qui modélise un scénario de récession sévère de 2019 à 2021, montre que certaines des 7 banques systémiques à l'échelle du Danemark s'approchent de trop près du seuil des exigences réglementaires sur la dernière année de stress test. Le Danemark a donc décidé d'augmenter, de 0,5% au premier trimestre 2019 à 1% au troisième trimestre 2019, le niveau des volants de fonds propres contra-cycliques (CCyB) imposé aux institutions financières. En ce qui concerne les plus petites banques, les résultats montrent que, sur l'année 2021, ces dernières passent en-dessous du seuil des exigences de capitaux réglementaires pour un montant de 650 MDKK, soit 87 MEUR. Ceci serait notamment dû à un niveau élevé (4%) de provisions sur les crédits et garanties accordés aux agriculteurs danois.

Finlande

Croissance. A moins d'une accélération conséquente au dernier trimestre, le taux de croissance finlandais au 3^{ème} trimestre (+0,4%, après un T2 à 0,3% et un T1 à 0,9%) ne permettrait pas d'atteindre les prévisions de croissance initiales de 2,5% sur l'année 2018. De nombreux clignotants ont viré à l'orange au 3^{ème} trimestre 2018, qu'il s'agisse des exportations (-1,8% par rapport au 2^{ème} trimestre et -1% en glissement annuel) ou des investissements (baisse de 1,4% par rapport au trimestre précédent). Bonne nouvelle cependant, le taux de chômage baisse tendanciellement et s'établissait à 6,8% fin septembre contre 7,3% un an plus tôt.

Main d'œuvre. Comme l'ensemble des économies développées, la Finlande est confrontée à un manque de main d'œuvre qualifiée. Les organisations patronales appellent régulièrement à une augmentation du solde migratoire positif annuel (actuellement de 15 000 personnes) pour qu'il soit dans une fourchette de 20 000 à 35 000 travailleurs qualifiés d'ici 2023. Malgré un système éducatif performant, et une réforme de la formation professionnelle (accent mis sur un renforcement de l'apprentissage pour les travailleurs non qualifiés), près de 47 000 postes ne sont toujours pas pourvus au 3^{ème} trimestre 2018. Les emplois considérés comme les plus difficiles à pourvoir (57% du total) sont dans les secteurs du bâtiment, de la distribution (gros et détail) et de la réparation automobile. Avec un taux d'emploi proche de 72%, le gouvernement finlandais a rempli une de ses promesses électorales mais l'organisation patronale EK ambitionne de porter ce taux à 75%. La permanence de poches d'emplois non pourvus dans certains secteurs de haute technologie (notamment programmeurs ou gaming) ainsi que dans le cas d'emplois peu qualifiés reste un point de vigilance tant du point de vue des organisations patronales que des pôles emplois et formateurs finlandais.

Slush 2018. Créé il y a dix ans par des étudiants de l'université d'Aalto, Slush est devenu un événement incontournable de la scène professionnelle numérique européenne. Cette manifestation annuelle regroupe start-ups, venture capitalistes, business angels et de plus en plus de grandes entreprises qui y recherchent aussi des partenaires. L'édition 2018 a regroupé près de 20 000 participants venant de 130 pays. La commissaire Margrethe Vestraeger a fait une conférence sur l'action de l'UE en matière de maintien d'un environnement numérique concurrentiel en insistant sur le fait que, dans une société, il ne pouvait y avoir deux types de règles. Dix entreprises françaises étaient présentes sur un stand French Tech ainsi qu'une délégation de 4 entreprises de Montpellier Métropole accompagnées par le vice-président de cette métropole.

Islande

WOW air. Alors que le groupe Icelandair avait conclu le 6 novembre un accord préliminaire de rachat de WOW air, les deux compagnies aériennes ont annoncé le 29 novembre mettre fin à leur projet de rapprochement. Le conseil d'administration du groupe Icelandair a estimé que les conditions requises ne seraient pas remplies dans les délais et que le rachat était trop risqué financièrement. WOW air a annoncé, depuis, négocier avec le fonds d'investissements américain Indigo Partners, actionnaire majoritaire dans des compagnies aériennes ultra low-cost telles que JetSmart (Chili), American Frontier Airlines, Volaris (Mexique) et enfin la compagnie hongroise WizzAir. Cette proposition semble pour WOW air la solution de dernier secours, alors que la compagnie a publié le 3 Décembre un nouveau bilan financier provisoire pour l'année 2018 avec une aggravation des pertes chiffrée à 4,2 Mds ISK pour 2018 (30 M€), contre une première estimation de 3 Mds ISK (24 M€). Le ministre des Transports a déclaré que le gouvernement n'interviendrait pas en cas de faillite, malgré le nombre conséquent d'emplois en jeu et les potentielles répercussions sur l'économie islandaise. Parmi les premiers dommages collatéraux, la compagnie islandaise de prestation de services au sol Airport Associates, dont WOW air était le principal client, a annoncé avoir récemment licencié 237 employés.



Fonds de pension. La part d'avoirs étrangers des fonds de pension islandais représentait 26,8% du total des avoirs au mois d'octobre 2018. Les avoirs étrangers se chiffrent à 1 140 Mds ISK (8,2 Mds€), soit une augmentation de 20,7% depuis le mois de janvier (+196 Mds ISK).

Norvège

Budget 2019. Le gouvernement et le Parti chrétien-populaire sont parvenus à un accord sur la loi de finances 2019, en cours d'évaluation au Storting, le Parlement norvégien. Cet accord prévoit la réallocation de 4,3 Mds NOK (446 M€) pour augmenter les allocations familiales, les petites retraites et l'APD. Au cours de ces négociations, les chrétiens-populaires se sont associés à la gauche pour revenir sur une réforme adoptée par le gouvernement Solberg qui étendait le système des quotas d'alcool aux boutiques en duty-free dans les aéroports norvégiens. En effet, les recettes des duty-free, en particulier les ventes d'alcool, représentent une source majeure de revenus pour les aéroports norvégiens, notamment ceux qui enregistrent un déficit (28 aéroports sur 36) d'après une enquête du Ministère de la santé.

Hydrocarbures. La production pétrolière de la Norvège a rebondi en octobre mais est restée inférieure de 5,1% aux attentes du Directorate norvégien du pétrole. La Norvège a produit 1,5 million de barils par jour en octobre, selon une première estimation, soit 15,3% de plus que pendant le mois de septembre durant lequel la production avait été ralentie par des travaux de maintenance. D'après le Directorate du pétrole, l'écart entre ses attentes et le volume de production pétrolière en octobre s'expliquerait également par des problèmes techniques sur certains gisements. Les ventes de gaz naturel ont toutefois nettement augmenté, à 10,6 Mds m³ en octobre contre 9 Mds m³ en septembre.

Chômage. Le taux de chômage en Norvège est resté stable pour le troisième mois consécutif, à 4% en septembre, d'après l'Institut norvégien de statistiques SSB. Tant le nombre de personnes sans emploi que celui des personnes ayant un travail ont augmenté, à respectivement 113 000 (+6 000 sur trois mois) et 2,7 millions (+9 000). Le chômage en Norvège est globalement stable depuis septembre 2017, oscillant entre 3,8% et 4% de la population active.

Océans. Le ministre du Développement international, Nikolai Astrup, s'est rendu à Nairobi du 26 au 27 novembre pour participer à la conférence internationale sur les océans et l'économie maritime durable qui était une étape importante en vue de la conférence des océans de l'ONU en 2020. Le ministre norvégien a annoncé et détaillé la participation de la Norvège à plusieurs projets de protection des mers. Tout d'abord, la Norvège allouera 125 MNOK (13 M€) au fonds Problème de la Banque mondiale qui sera également alimenté par des investisseurs privés et sept autres pays donateurs (Canada, Suède, Danemark, Islande, France, Allemagne, Commission européenne). Ce fonds, à l'initiative de la Norvège, financera des projets dans les pays en développement pour réduire la pollution des océans. La Norvège a également signé un accord avec la Banque mondiale, à hauteur de 110 MNOK (11 M€) en 2018, pour la prévention de la pollution en mer. Enfin, la Norvège allouera 25 MNOK (2,6 M€) à la pêche durable.

Nexans. Le groupe français Nexans a récemment annoncé avoir remporté deux contrats, respectivement d'un montant supérieur à 150 M€ au Danemark et à 100M€ aux Philippines, portant tous deux sur la fourniture de câbles électriques sous-marins. Au Danemark, Nexans fournira un système de plus de 200 km de câbles reliant le parc éolien offshore Hornsea 2, situé en mer du Nord, à la côte. Ce parc de l'énergéticien danois Ørsted sera le plus puissant du monde une fois en service, d'après Nexans. Aux Philippines, le fabricant français devra construire et poser un câble sous-marin afin de renforcer le réseau d'électricité, dans le cadre du projet d'interconnexion entre les villes de Mindanao et Visayas. Dans les deux cas, les câbles seront fabriqués sur le site de production de Nexans à Halden, en Norvège (pour le contrat avec les Philippines, une partie de la production sera également assurée dans une usine de Nexans au Japon).

Norwegian. Norwegian a annoncé l'ouverture d'une nouvelle ligne entre Londres et Rio de Janeiro avec quatre rotations hebdomadaires, à partir du 31 mars 2019. Après la mise en place de la ligne Londres – Buenos Aires en février dernier, Norwegian dessert pour la deuxième fois une métropole d'Amérique du sud et pour la première fois une ville brésilienne, tandis que la compagnie va par ailleurs fermer sa ligne entre Londres et Singapour.

Suède

Croissance. La croissance du PIB suédois a reculé de -0,2% au T3 2018 par rapport au T2. Ce recul trimestriel, le premier depuis 2013, s'explique surtout par des facteurs temporaires tels que les effets de stock ainsi que par la baisse importante des ventes de nouveaux véhicules, contrecoup de l'introduction du système de bonus-malus du 1^{er} juillet. Cette mesure a ainsi largement contribué au recul de la consommation privée de -1%. En glissement annuel, la croissance atteint désormais 1,6% contre 2,7% au trimestre précédent.

Electromobilité. Le service économique régional de Stockholm en coopération avec l'Institut français de Suède et l'École Royale Polytechnique de Stockholm KTH, a organisé, le 30 novembre dernier, la conférence « Green batteries : innovation for today and tomorrow » dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes signé par le Président de la République. Une trentaine d'intervenants de haut-niveau dont la ministre E. Borne, le ministre suédois des Entreprises et de l'Innovation M. Damberg, le représentant du Commissaire européen M. Sefcovic, M. Szapiro, le CEO de Saft (Total) G. Lescuyer, le CEO de Northvolt P. Carlsson, le CEO d'Innoenergy D. Pavia, les vice-présidents E-Mobilité des grands constructeurs (Volvo, Renault, Scania, PSA)



et les directeurs de recherche sur les batteries (CEA, CNRS, Alistore, KTH, CIC, etc.) ont présenté leurs analyses sur l'essor de l'E-Mobilité en Europe et sur le déploiement d'une industrie européenne de production de batteries devant une salle comble (500 participants inscrits issus des sphères publiques, privées et de la société civile). Cette conférence a permis de renforcer les échanges bilatéraux autour des deux grands projets de gigafactories européennes de batteries électriques au sein de l'Alliance européenne des Batteries (Northvolt et Saft), dont le rôle sera central, et pour l'électrification du parc automobile européen.

Attractivité/innovation. Le dernier rapport du *European center for entrepreneurship and policy reform* sur les emplois hautement qualifiés en Europe - notamment dans le secteur des nouvelles technologies - classe la ville de Stockholm 3^{ème} derrière Bratislava et Oxford et la Suède 2^{ème} au classement par pays derrière la Suisse et devant le Luxembourg. Le rapport confirme le statut de Stockholm comme silicon valley nordique et cluster international puisque 16.6% de la population travaillerait dans le secteur Tech. Cependant, pour conserver sa position, la ville doit faire face à des difficultés de recrutement de nouveaux talents, notamment en raison de la pression immobilière.

Telia Company. Ce groupe de télécommunication, issu de la fusion en 2002 des deux anciens monopoles, le suédois Televerket/Telia et le finlandais Sonera (TeliaSonera), a définitivement quitté le marché ouzbek en vendant sa filiale locale pour 215 MUSD. Rappelons que Telia Company a récemment quitté un bon nombre de marchés sensibles pour l'image du groupe, celui-ci étant toujours détenu à 37,3% par l'Etat suédois. Ainsi, Telia Company a déjà vendu ses filiales au Népal, en Géorgie, en Azerbaïdjan et au Tadjikistan. La mission du DG Johan Dannelind est désormais de trouver des acquéreurs également pour les filiales en Moldavie et au Kazakhstan. Les recettes de ses ventes servent à renforcer la présence du groupe sur son « marché domestique », à savoir la zone nordique-baltique. Une vente de sa participation (24% du capital) dans le premier opérateur turc, Turkcell n'est, en revanche, pas d'actualité.

Commerce en ligne. L'enquête annuelle de SCB, montre que le commerce en ligne a progressé dans la plupart des domaines entre 2014 et 2018. La part des suédois qui font régulièrement leurs achats en ligne de biens courants est passée de 21% en 2014 à 30% en 2018. Dans le secteur pharmaceutique, le bond est même spectaculaire puisque la part augmente de 5% en 2014 à 20% en 2018, ce qui en fait donc un secteur d'avenir sur le net. Si les femmes achètent avant tout des vêtements et des articles de sport, les hommes concentrent leurs achats sur les produits informatiques et électroniques. Autre évolution, 8 personnes sur 10 utilisent régulièrement les applications de certification électronique que proposent les banques (mobilt bank-id, bank-id) comme moyen de sécurisation de leurs achats en ligne.

Paris en ligne. L'ouverture du secteur des paris et jeux en ligne à compter du 1^{er} janvier 2019 attire de nombreux acteurs, locaux comme étrangers. Le régulateur Lotteriinspektionen, dont la mission est notamment d'accorder des licences aux acteurs qui remplissent les exigences fixées (payer un droit d'accise de 18% sur les bénéfices réalisés, imposer des règles strictes pour protéger les joueurs contre le jeu excessif, une capacité à bloquer un joueur via le registre national qui s'applique alors à tous les acteurs), a déjà reçu 77 candidatures, soit plus que les 50 à 60 attendues. Pour l'heure, 16 acteurs ont rempli les conditions pour obtenir la licence qui leur permettra de proposer leurs services/produits. Il s'agit notamment de la suédoise des jeux (Svenska Spel) et du PMU suédois (ATG), mais aussi des acteurs cotés en bourse tels que Leo Vegas Gaming Ltd ou Betsson Nordic Ltd.

H&M. Le groupe vient d'annoncer la fin définitive de la marque iconique de jeans Cheap Monday, qui n'a par ailleurs plus qu'une boutique physique à Londres. Cette décision prendra effet en juin 2019 et les 80 employés stockholmlois de la marque seront soit recrutés en interne, soit accompagnés dans leur recherche d'emploi. Cette décision est en lien avec la volonté du groupe de développer de nouvelles stratégies commerciales. H&M avait acheté la marque en 2008, en même temps que Weekday et Monki, effectuant alors son premier achat en tant que société mère.

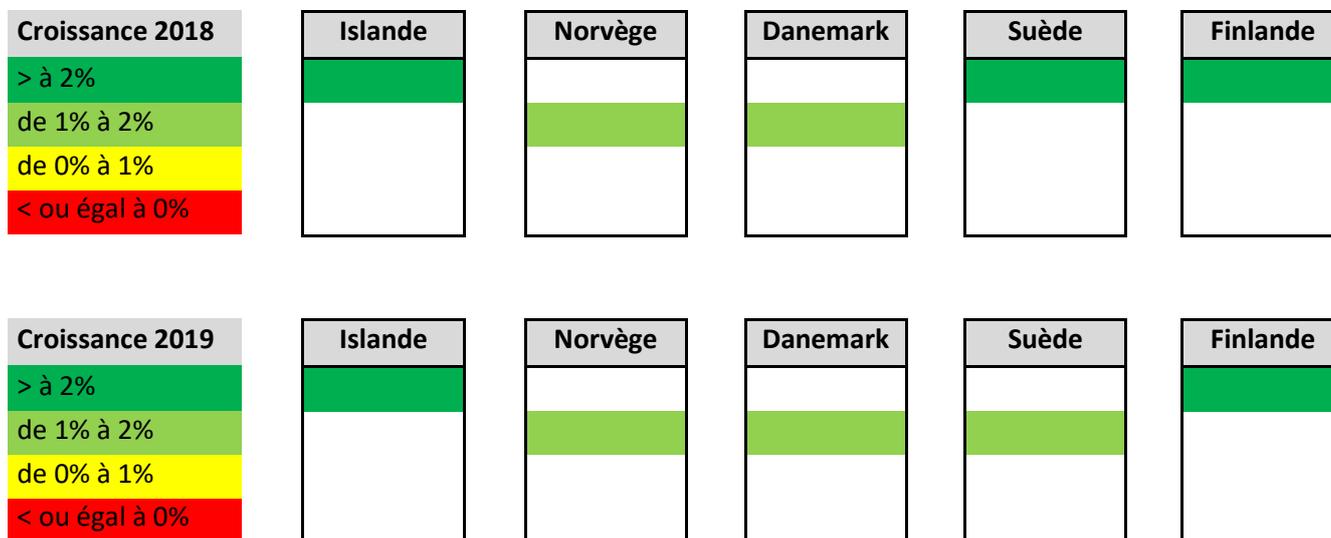
Spotify. Le géant suédois devrait prochainement entrer sur le marché indien après avoir déjà pénétré deux autres gros marchés plus tôt dans l'année : le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Il sera toutefois compliqué de conquérir le marché indien en raison de l'application locale Gaana qui totalise déjà 75 millions d'abonnés. En juin 2018, le nombre d'abonnés de Spotify (c'est-à-dire d'utilisateurs avec un accès payant) dans le monde était de 83 millions.

Filière bois/Scieries. La filière bois compte un nouveau géant dans le secteur des scieries avec l'achat du suédois Vida par le canadien Canfor. Vida a connu une forte croissance en Suède, passant d'une petite scierie dans la région Småland à une place de numéro trois au niveau national (derrière SCA et Södra). Suite à l'opération de rachat de 70% des actions, le groupe Canfor/Vida devient numéro 2 mondial derrière Weyerhaeuser mais la différence reste faible (d'environ 2 à 3% en termes de chiffres d'affaires). Canfor/Vida représente maintenant 34 scieries, ce qui correspond à une production plus importante que l'ensemble des scieries finlandaises.



La quinzaine nordique -7 décembre 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,3	1,9	4,4	2,7
Institut stat./conj****.	2,3	2,0	2,8	2,4	1,8	2,1	2,4	1,9	3,8	2,5
Commission*	1,2	1,8	2,9	2,2	1,7	1,9	2,4	1,8	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,5	2,5	2,7	2,2	1,4	2,4	2,2	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,6	2,0	2,7	2,0	2,4	2,5	2,0	1,6	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

 * *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

 ** *World Economic Outlook (octobre 2018)*

 *** *Perspectives économiques (novembre 2018)*

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

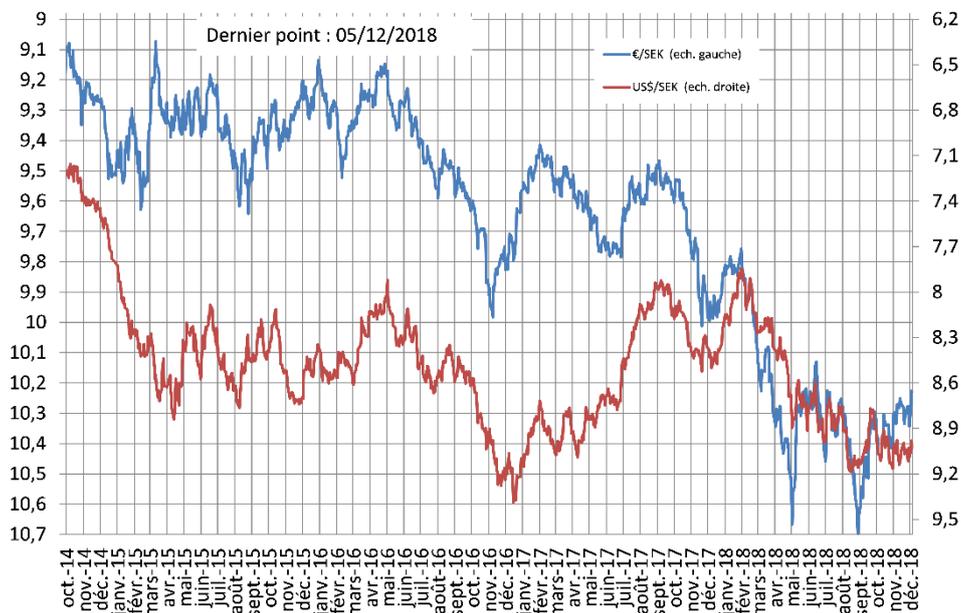
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

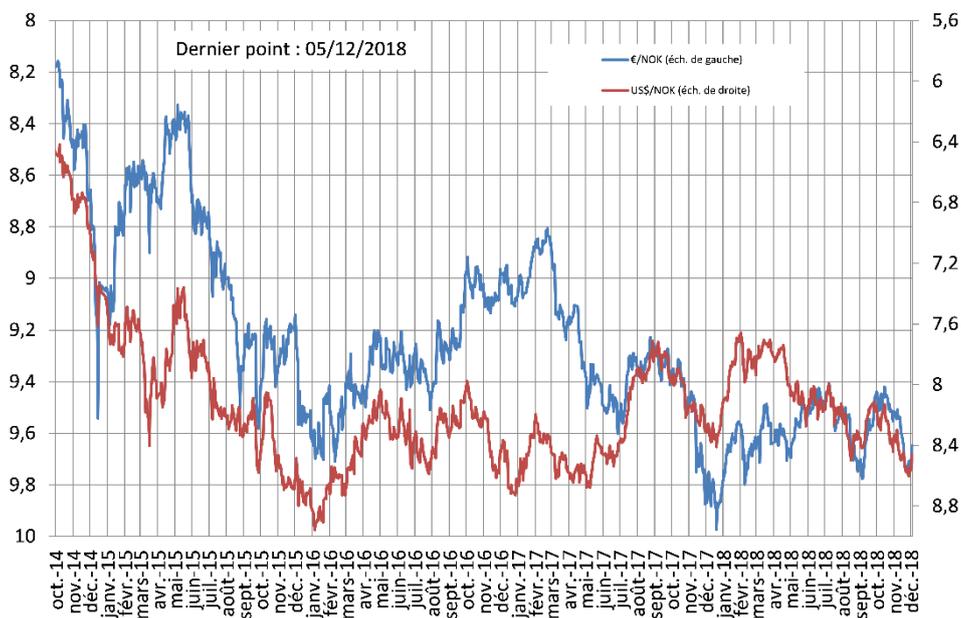


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, O. Chabason), Helsinki (P. Pouliquen), Oslo (E. Gabla, S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).